

Si on ne pouvait choisir qu'une chose à changer
pour transformer complètement le monde,
ce serait probablement **le système bancaire**.

En effet, le système monétaire en place,
très peu connu du grand public, est le plus grand
déni de démocratie existant dans notre société.



Car le monopole de la création monétaire par les banques privées, privilège qui leur a été accordé contre toute logique économique et sans consultation du peuple (sans même qu'il ne soit au courant), est la **cause principale de l'appauvrissement accéléré des populations, et du surendettement des états.**



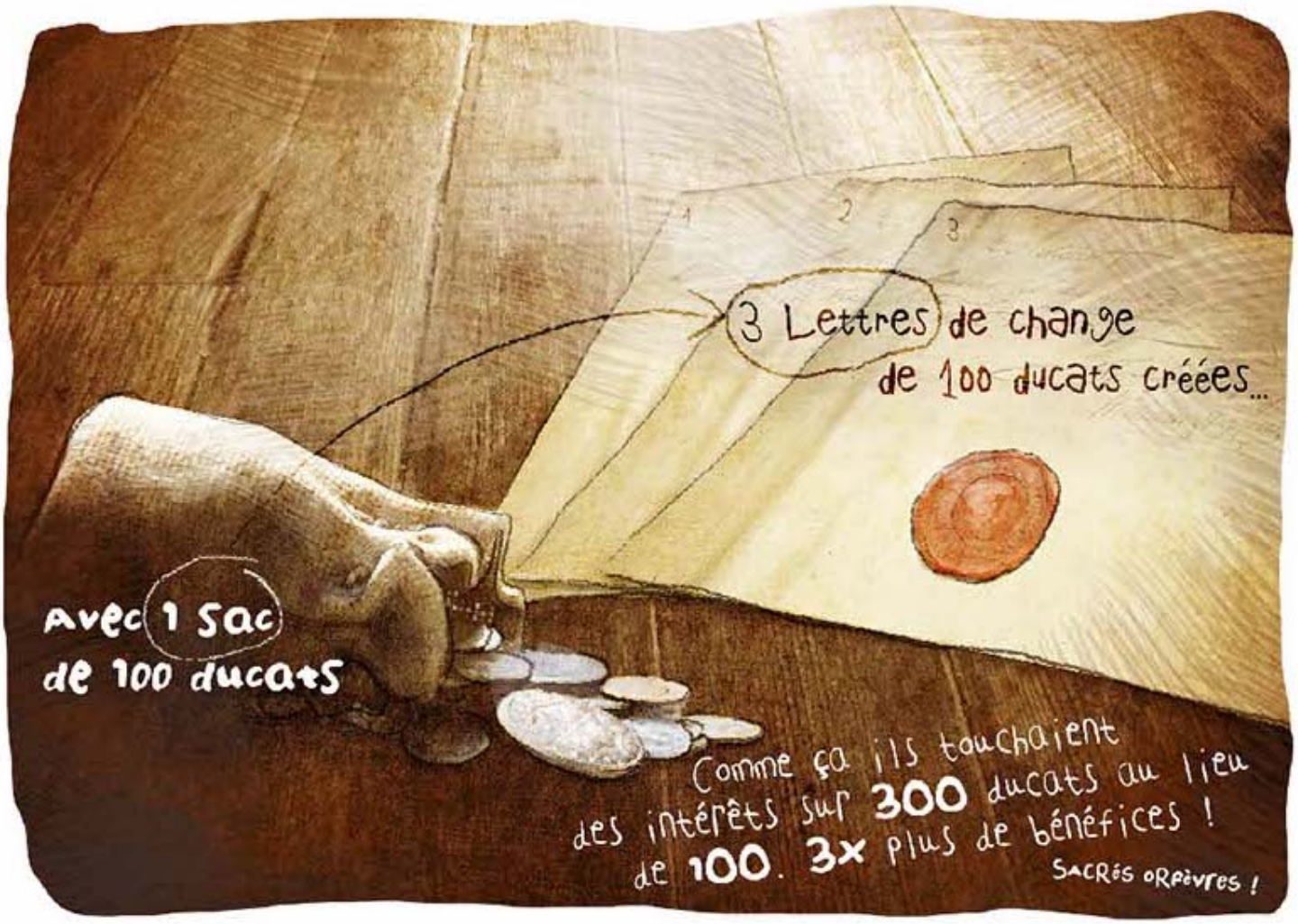
Au 17ème siècle, les orfèvres (ancêtres de nos banquiers actuels), étaient chargés de garder l'or des commercants et bourgeois dans leur coffres. Ils possédaient donc d'importantes réserves d'or, dont ils prêtaient une partie contre un intérêt.

L'or étant lourd et dangereux à transporter, ils le prêtaient au moyen de lettres de change, qui pouvaient à tout moment être échangées contre les richesses qu'elles représentaient. Mais ces échanges avaient rarement lieu car les lettres, disposant d'une crédibilité suffisante, étaient utilisées comme une monnaie à part entière.



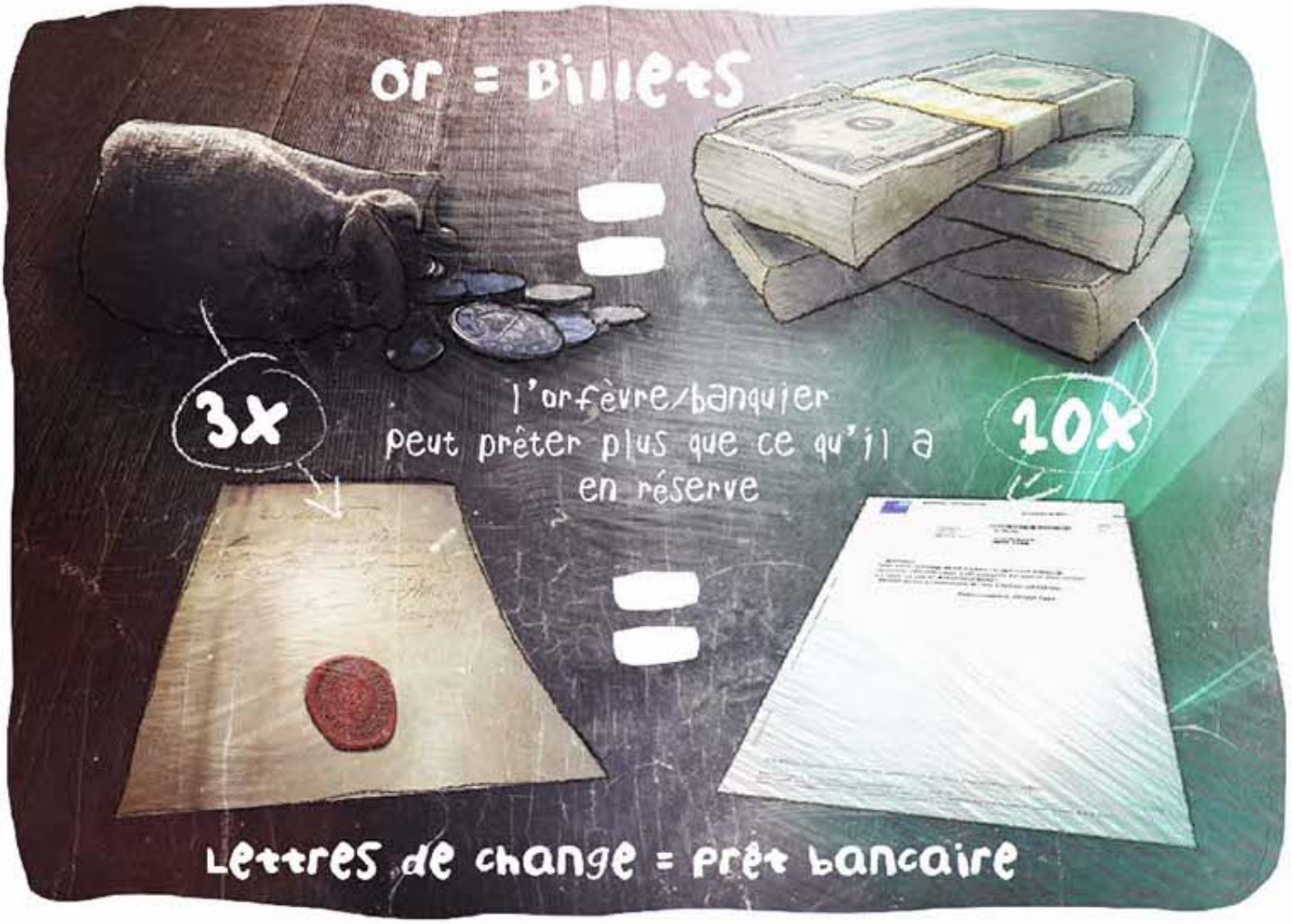
Résultat, même s'ils prêtaient l'ensemble des sommes en leur possession, il restait toujours une grande partie de l'or dans leurs coffres.

Ils voyaient bien que les porteurs de lettre ne venaient jamais retirer tous ensemble leur or. Certains, moins honnêtes, en vinrent donc à **prêter plus qu'ils n'avaient dans leurs coffres**, multipliant les intérêts.



C'est ainsi que les orfèvres devinrent banquiers,
en prêtant de l'or qui n'existait pas.

Le système bancaire actuel fonctionne de la même manière. À part pendant les grandes crises (comme en 1929), les gens ne vont pas tous retirer leur argent en liquide à la banque en même temps. La banque "prête" donc beaucoup plus qu'elle n'a dans ses coffres, exactement comme l'orfèvre avec ses lettres de change (sauf que maintenant c'est complètement légal !).



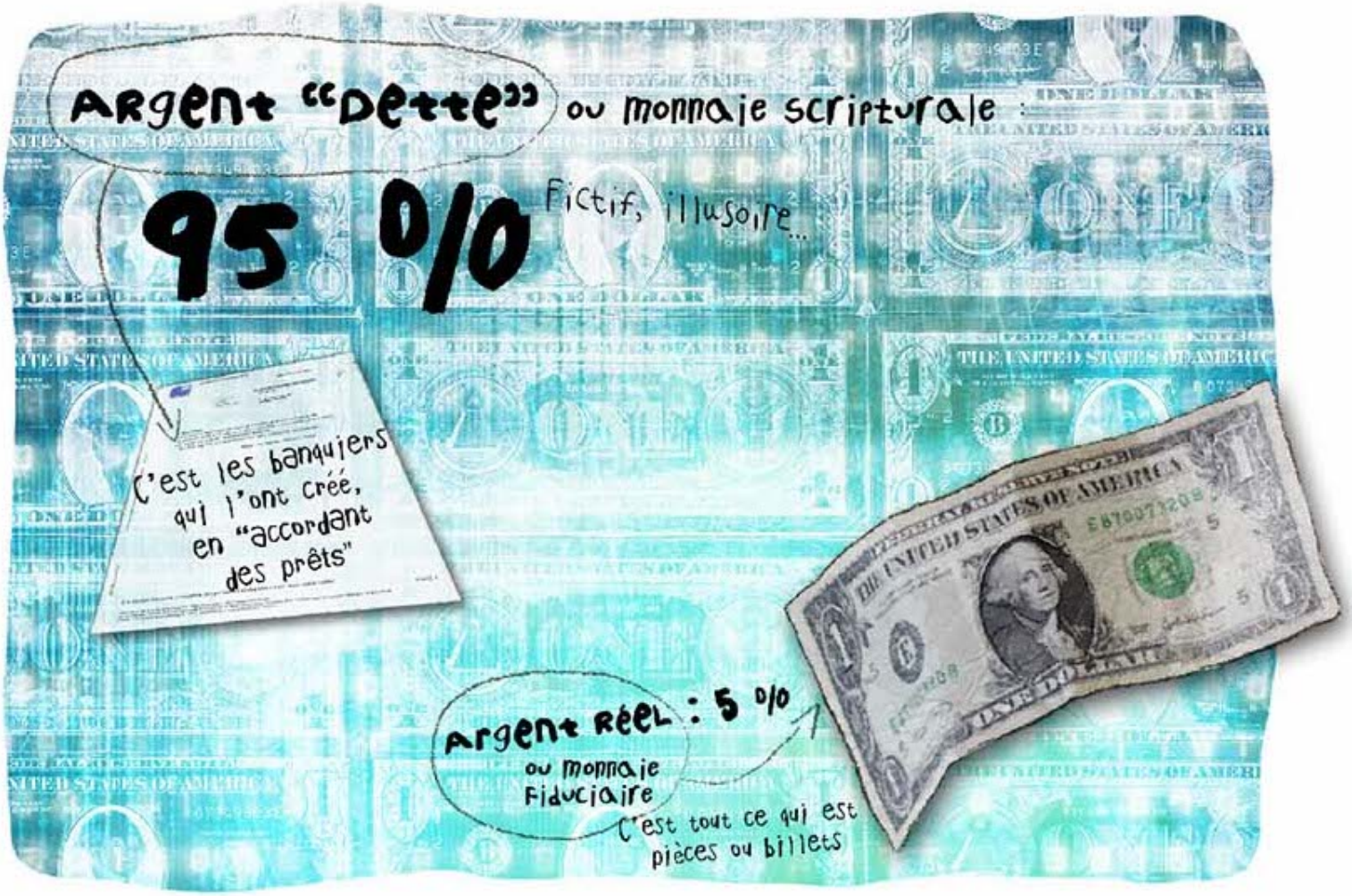
Donc lorsque on demande un prêt à une banque, elle n'a pas réellement l'argent qu'on va recevoir, elle le crée. On lui fait une promesse de remboursement (de 100 000 euros par exemple), qu'elle a le pouvoir de rendre utilisable immédiatement comme de l'argent réel. **La banque transforme notre reconnaissance de dette en argent utilisable.**

C'est précisément cela qu'on appelle la création monétaire[1]. Techniquement, à la seconde où vous signez votre prêt, **100 000 euros apparaissent dans le monde sans qu'aucune richesse n'ait été créée.**



Résultat, il existe dans le monde deux sortes de monnaie : la monnaie fiduciaire (les pièces et billets), qui est éditée par l'état, et la "monnaie dette" (ou encore monnaie scripturale, il s'agit de l'argent non liquide) qui représente l'ensemble des promesses de remboursement faites aux banques.

Les banques n'ayant quasiment aucune limite légale à leur pouvoir de création monétaire, la "**monnaie dette**" représente actuellement **95% de l'ensemble de l'argent en circulation dans le monde** !



Mais, comme chacun sait, un emprunt à la banque n'est **pas gratuit**. Donc si **95%** de l'argent mondial représente une dette vis-à-vis des banques, il faut payer à celles-ci un intérêt.

Pour un taux d'intérêt moyen de l'ensemble des dettes en circulation d'un peu plus de **3%** par an (un chiffre en dessous de la réalité), cela signifie que **l'humanité doit donner 3 % de l'ensemble de l'argent existant dans le monde chaque année aux banques**. Ce qui génère une incroyable fuite des réserves d'argent mondial vers le monde financier.



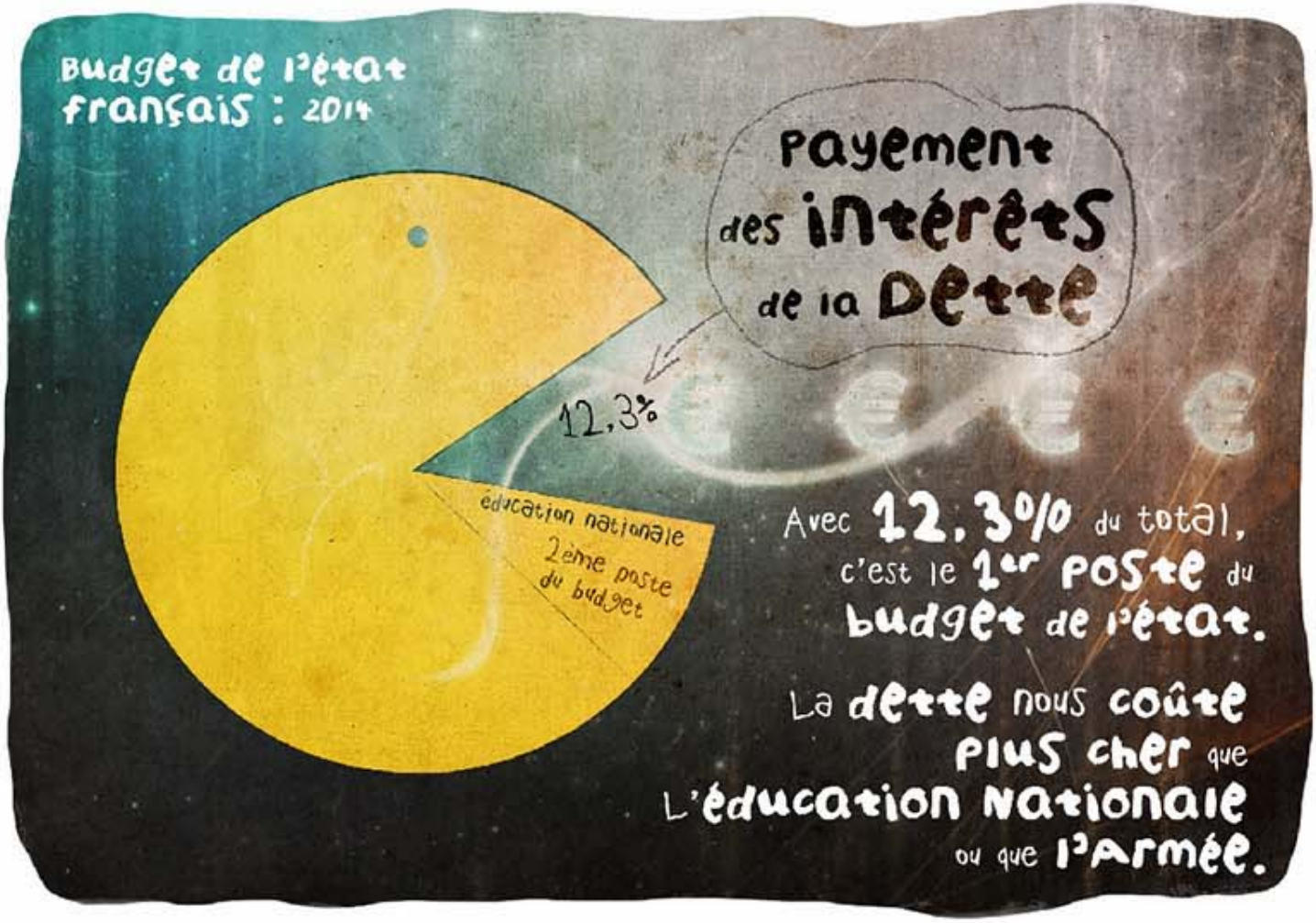
Mais le point le plus grave, c'est que les banques privées ont le monopole de la création monétaire. Ce monopole leur a été donné par les états sans aucune justification économique[2] ou démocratique valable.

Cela n'a pas toujours été le cas. En France par exemple, jusqu'en 1973, lorsque l'état était en manque de fond, il pouvait emprunter à la banque de France, au taux de 0%.

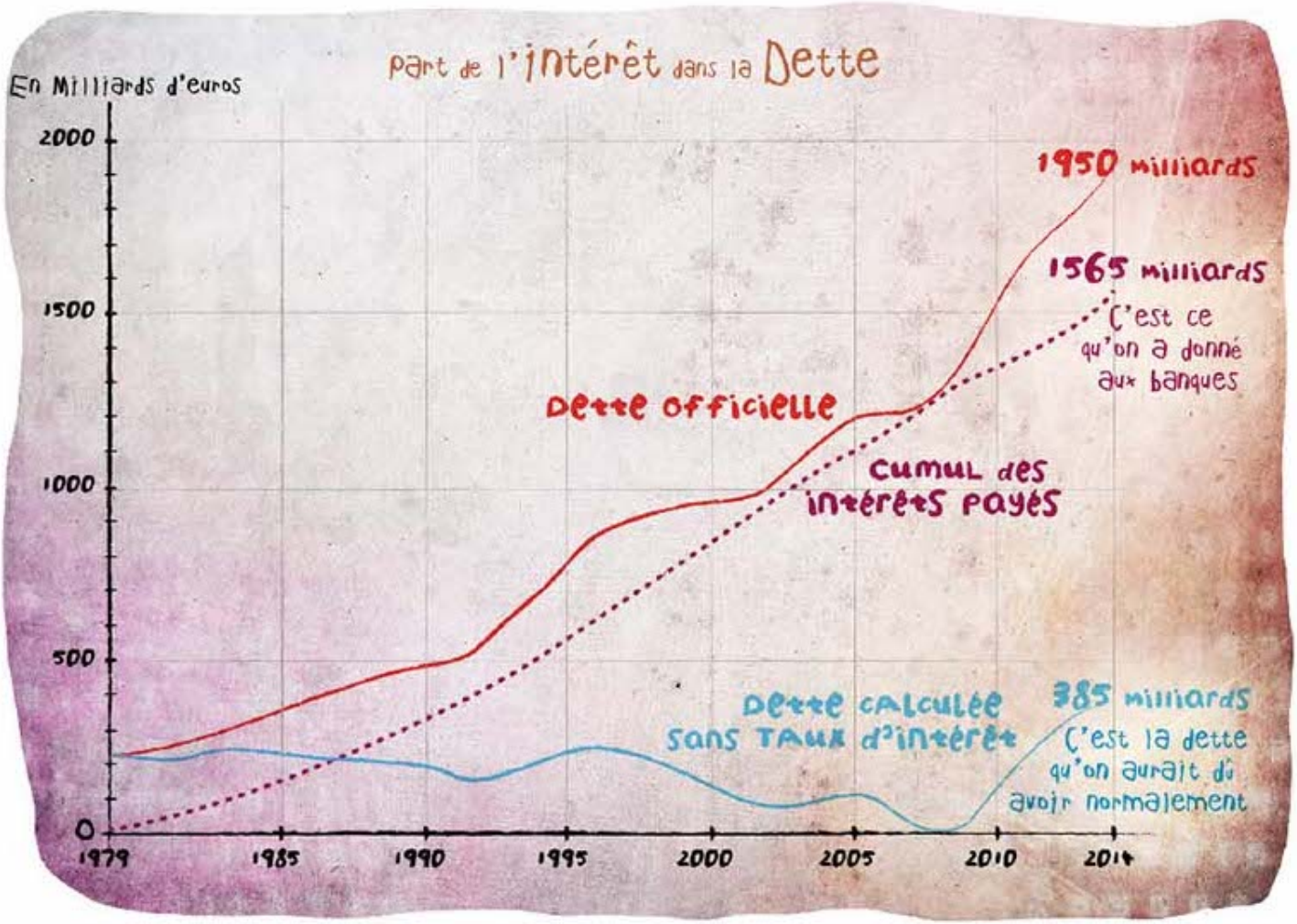


Mais en 1973, l'état francais vote une loi ("loi Pompidou"[3]) qui marque le début d'un processus qui finira par l'interdiction légale d'emprunter auprès de la banque de France. À chaque nouvel emprunt, il est alors **obligé d'avoir recours à des banques privées**, payant un intérêt élevé qu'il n'avait pas à débourser avant.

Il faut savoir qu'**en 1973, la dette de l'état français était** (à peu de chose près) **inexistante**.
Aujourd'hui le remboursement du seul intérêt de la dette représente la première dépense de l'état[4], devant l'Éducation Nationale et la Défense.



Or, l'ensemble des intérêts que la France a payé aux banques depuis 1973, représente plus de **80% de la dette** actuelle de l'état qui est de 1950 milliards d'euros (ce qui représente 95% du PIB francais). Conclusion : **s'il avait continué à ne pas payer de taux d'intérêt, l'état français n'aurait** quasiment **pas de dette** !



Répartie sur la population, la dette de l'état est de 30 000 € par francais[5]. **Cela signifie que chaque français devra en moyenne payer** (notamment au travers de l'impôt) **30 000 euros aux banques dans les années à venir.**



On cite souvent le trou de la Sécu ou encore la SNCF comme responsable de notre dette nationale, alors que notre dette est **la conséquence mécanique de l'obligation d'emprunter aux banques privées.**



Or ce choix économique ne répond à aucune nécessité !

La nation n'a absolument aucun avantage à se priver du pouvoir de création monétaire au profit des banques. La logique la plus élémentaire voudrait que ce pouvoir reste le privilège de l'état, et non celui d'intérêts privés.

C'est là l'un des plus grands **déni démocratiques**[6] actuels. Car cette politique économique, mise en place **sans consultation du peuple** (et sans même qu'il ne le sache), se fait au détriment de la quasi-totalité des habitants du pays (banquiers et financiers exceptés), avec des conséquences profondément néfastes pour le bien-être global de la société.



Mais la France n'est pas un exemple isolé.
L'article 123 du traité de Lisbonne[7] (la constitution européene à laquelle les francais ont voté "Non" par référendum, mais qui a été imposée par voie interne), stipule qu'**il est interdit** à tout état membre de l'union européenne de **contracter des emprunts par le biais de la banque européenne ou de leur banque nationale**.
Les états sont obligés d'emprunter aux banques privées au prix fort.

Il en est de même aux États-Unis,
et dans la plupart des autres pays.



Il a fallu beaucoup de pression, de lobbying et de manipulation pour faire adopter aux états un fonctionnement qui nuisait si profondément à leur intérêt et à celui des peuples.

Manigances, corruption des leaders politiques, aller-retours des hauts cadres dirigeants du monde bancaire entre leurs banques et les postes clefs des gouvernements en place...

Le sujet est quasiment inépuisable, et prendrait trop de place pour être développé ici (plus d'infos[8]).



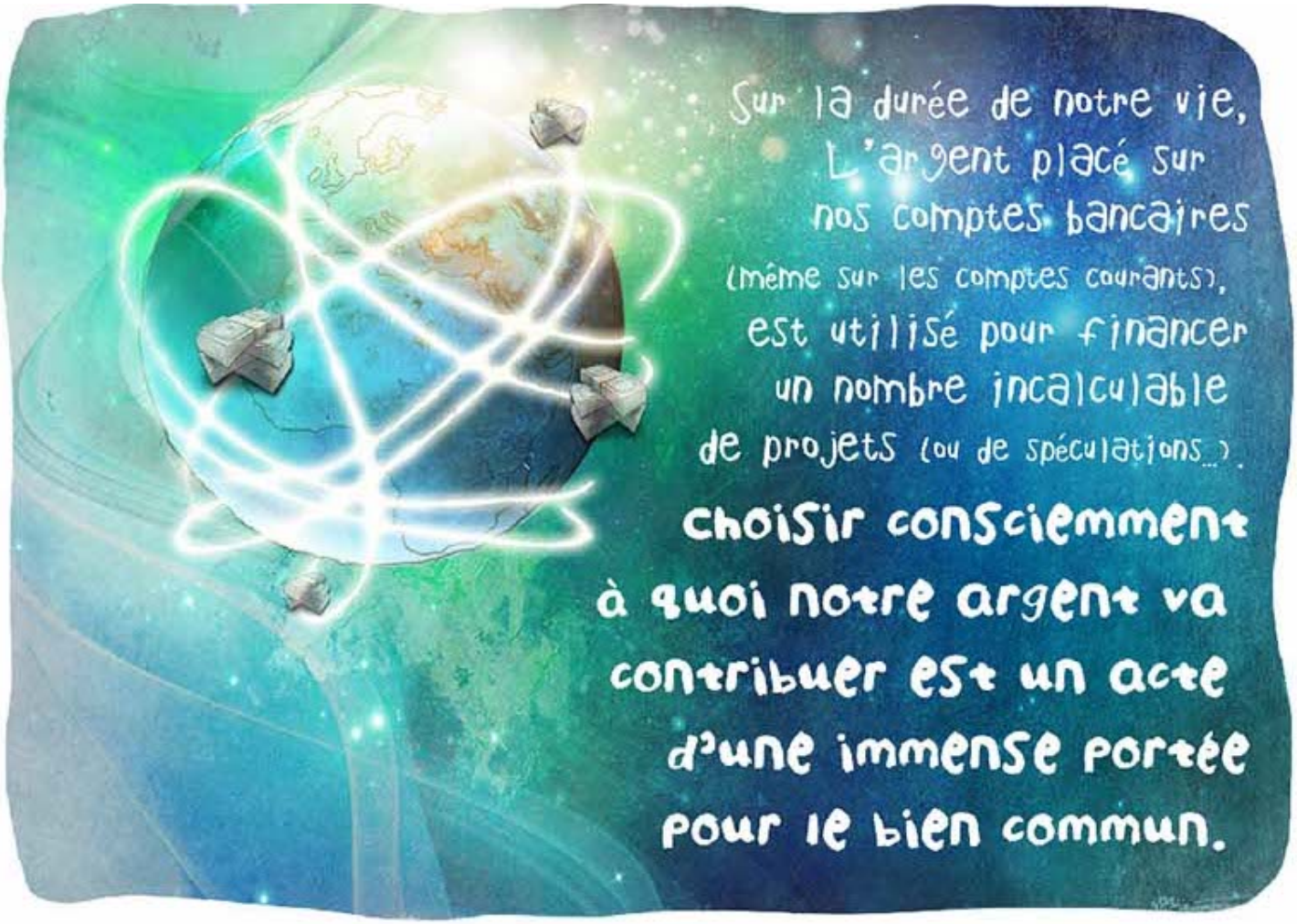
Le système bancaire actuel nuit gravement au bien commun. Chaque emprunt, chaque dépôt, que nous faisons augmente sa puissance. Mais la manière dont nous utilisons chaque euros contribue à déterminer le monde dans lequel nous vivons.
Et **en tant qu'usagers** du système bancaire,
notre pouvoir est immense car nous pouvons choisir où va notre argent.

Un système que personne ne soutient s'effondre de lui-même.



Il y a donc un enjeu déterminant dans la banque que nous choisissons. Car il existe des banques qui ne contribuent pas ou peu aux abus que nous avons vu. La Banque Postale qui gère les dépôts qu'elle a en réserve de manière assez raisonnée par exemple.

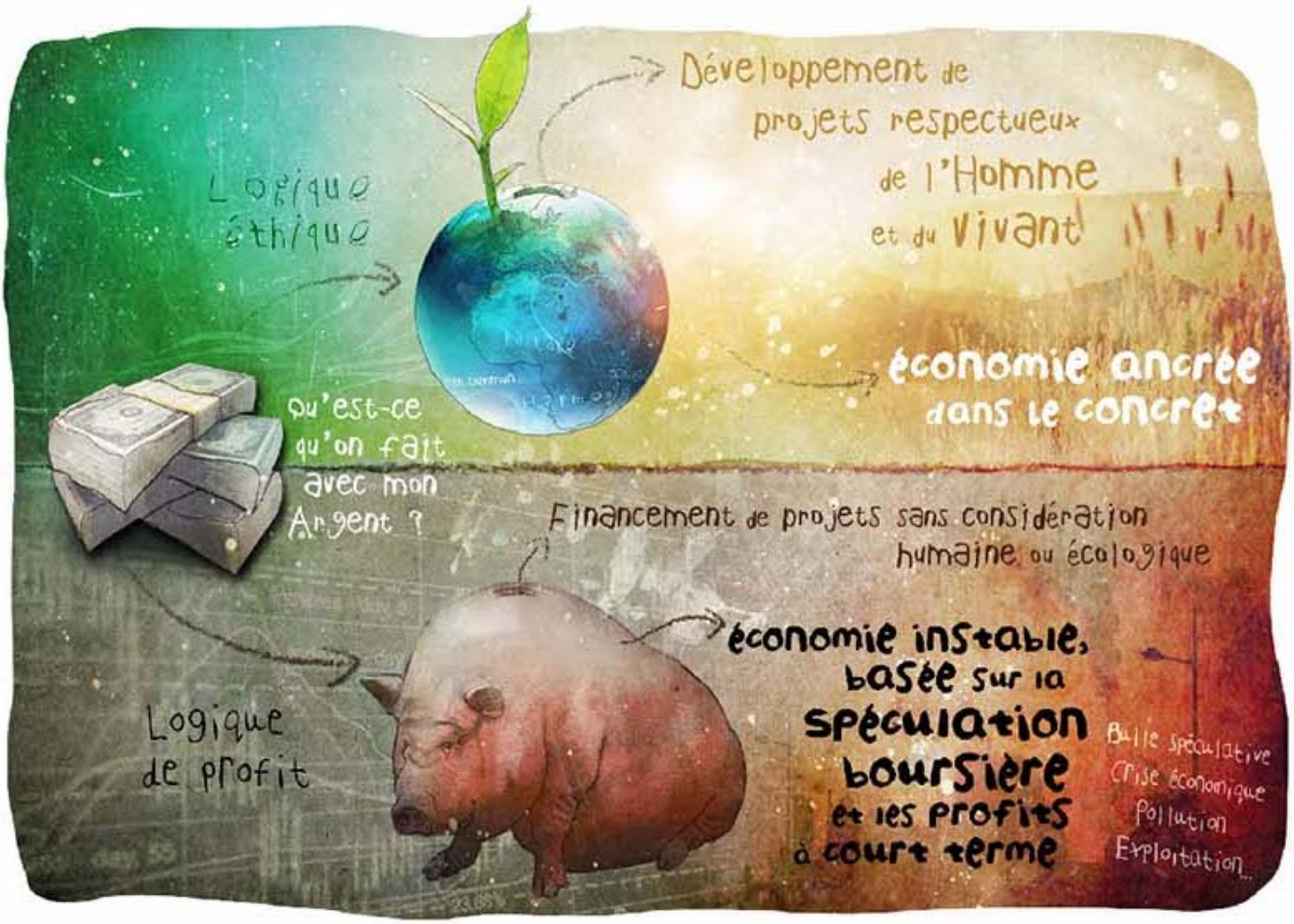
Mais il existe de vraies alternatives :
Notamment les banques éthiques.



Alors c'est quoi une banque éthique ?

C'est une banque qui n'a pas d'activité déconnectée de l'économie réelle. Les domaines qu'elle finance sont respectueux de l'humain, du vivant et des générations futures. Cela signifie qu'elle refuse la spéculation financière et l'opacité des circuits financiers traditionnels[9]. Chaque épargnant peut choisir à quel secteur sera alloué ses finances (écologique, social, ou culturel).

Elle respecte leurs choix et s'engage à présenter l'ensemble des opérations bancaires qu'elle a effectué : La transparence est totale.



Pour garantir cela, elle prend la forme d'une coopérative, possédée par ses usagers (et donc non cotée en bourse). De par ses statuts, chaque sociétaire a une voix au vote, et ce quel que soit son nombre de part. C'est la garantie du maintien de son éthique :

Cela signifie qu'aucune entité économique ne peut en prendre le contrôle.

En France, "la NEF"[10] est la seule banque répondant à tous les critères définissant une banque éthique.
Il y a également le crédit coopératif qui a un impact positif sur le bien commun (comment chosir sa banque[11]).



La majorité des francais ne change jamais de banque.
C'est pourtant une démarche rapide et plutôt simple,
surtout au regard de l'impact qu'elle peut avoir.



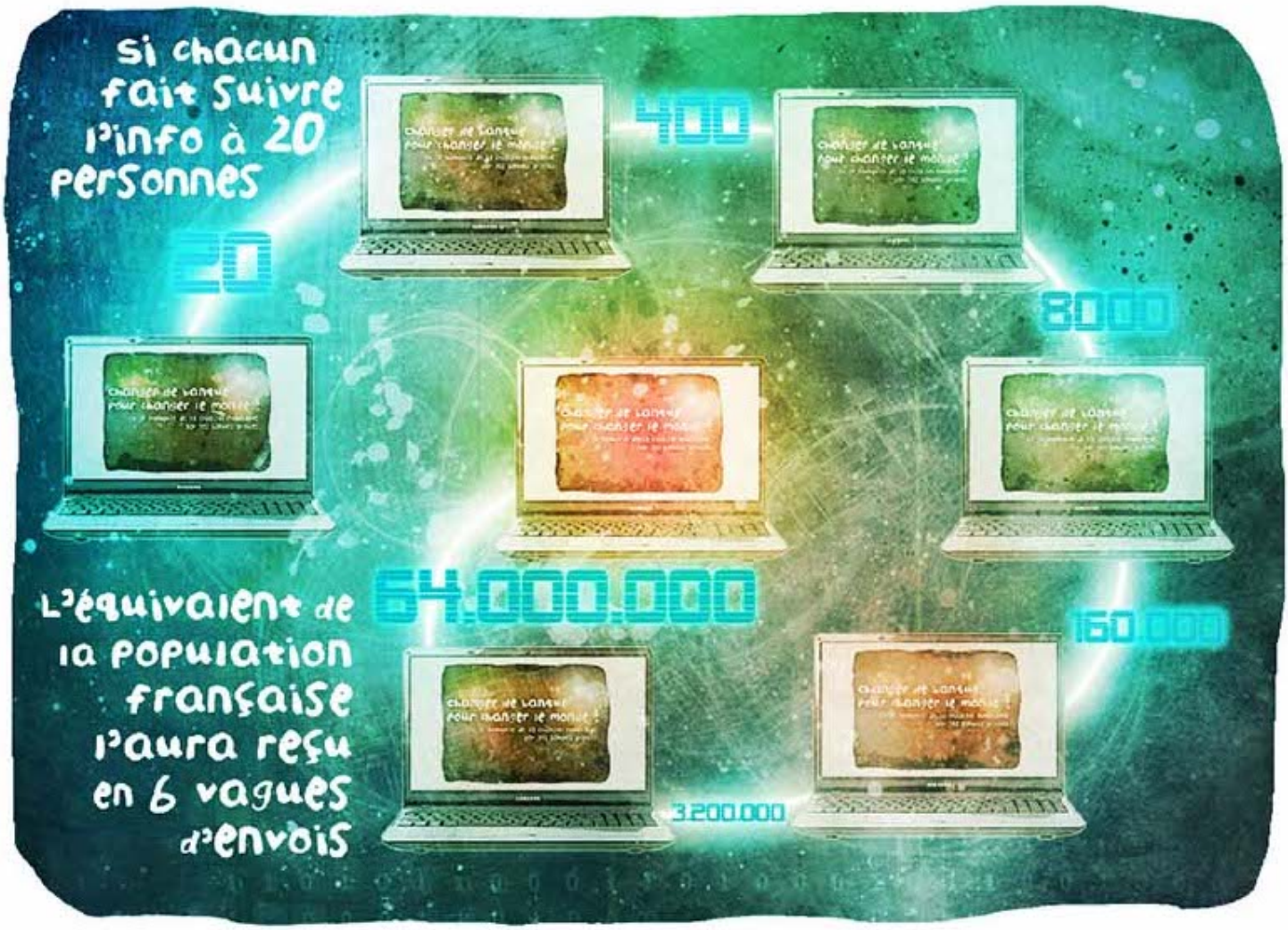
Il existe aussi d'autres solutions pour ne pas "emprunter" aux banques et pour placer son argent. Comme les "cigales"[12]. Il s'agit d'un groupe de personnes qui placent x euros par mois sur un compte commun, et qui se servent de l'argent accumulé pour accorder des prêts aux personnes ou projets correspondant au mieux à leurs attentes éthiques.

Il y a même des gens qui vivent sans banque[13] !



Mais il est aussi vital que ces informations circulent. Le processus de création financière est quasiment inconnu du grand public, alors qu'il impacte très profondément notre vie. Or, **c'est parce que la population ne sait pas que ça existe, que ça peut exister.**

Une fois cela de notoriété publique, il sera alors temps d'interpeller nos élus, de demander un débat public et de remettre en cause les lois qui cautionnent cet état de fait.



Pour approfondir le sujet (lien clickable dans note 1):

- L'argent dette, un film en animation expliquant en profondeur le mécanisme :

- Etienne Chouard sur l'argent dette :